

Ecole vaudoise: ça ne peut pas continuer comme ça

L'invité

Julien Eggenberger

Enseignant,
président
du SSP Vaud
et député



Après trois ans de fonctionnement de la loi sur l'enseignement obligatoire (LEO) et son déploiement complet, il est plus que temps d'en faire un bilan.

Dans les cycles primaires, le renforcement de la dotation horaire et l'amélioration du statut du maître de classe ont fait leurs preuves. Malgré cela, la situation reste tendue. Ainsi l'intégration des élèves à besoins particuliers ne s'accompagne pas de renforts pédagogiques en suffisance alors que la loi sur la pédagogie spécialisée, qui devait simplifier les lourdes procédures actuelles, est bloquée par un recours. Par ailleurs, quelques élèves sans repères mettent parfois en échec les structures existantes et placent les enseignants face à des défis qui dépassent largement leur mission. Afin de les appuyer et de redonner un cadre propice au travail dans toutes les classes, une véritable politique socio-éducative doit être développée. Elle doit dépasser les prés carrés des différents services étatiques et permettre l'engagement de personnel éducatif dans les écoles.

Dans le secondaire, certaines carences de la précédente loi scolaire ont certes été corrigées (perméabilité plus grande entre voies et niveaux, système de promotion plus adapté, etc.), mais on constate aussi que les modalités de fonctionnement de la nouvelle voie générale péjorent nettement les conditions d'apprentis-

sage des élèves et de travail des enseignants. Dès le début, nous avons craint que certaines modalités ne rendent la tâche des maîtres de classe pratiquement impossible - ceux-ci ne voient presque plus leur classe -, que les élèves les plus fragiles se heurtent à l'apprentissage de deux langues étrangères et que les nouvelles directives sur l'évaluation couplées à un système d'options trop compliqué ne paralysent le système.

«Sans changements rapides, les promesses de la LEO ne seront jamais tenues»

Dès la rentrée 2013, et sans sortir du cadre de la loi, le Syndicat des services publics (SSP) a demandé des ajustements urgents. Ils n'ont été que très partiellement pris en compte. Plus grave encore: depuis une année, la situation est bloquée car les discussions entamées avec la direction générale sur des aménagements ont été unilatéralement suspendues. La mobilisation de ces dernières semaines aura eu pour première conséquence positive la reprise de ces travaux.

Sans changements rapides, les promesses de la LEO ne seront jamais tenues et le risque d'un échec est grand. S'il était envisageable qu'un nouveau système provoque une situation inconfortable dans un premier temps, celle-ci ne peut plus durer. Les enseignants se sont engagés avec énergie pour faire fonctionner le système, mais on ne peut compter sur leur seule bonne volonté et leurs compétences pour pallier ses défauts. Ils attendent des changements maintenant.